

Denis Dussoubs et Victor Hugo

Deux villes, Limoges et Saint-Léonard-de-Noblat, se partagent fraternellement le souvenir de Denis Dussoubs, né le 20 août 1818 à Saint-Léonard et mort, tiré comme un lapin par les soldats du futur Napoléon III, devant la barricade de la rue Montorgueil à Paris, le 4 décembre 1851 à 22 heures 30.

Pourquoi ce texte aujourd'hui dans nos cahiers ?

Tout simplement pour colmater une de ces brèches qui s'installent dans la mémoire collective et aussi, parce qu'il nous a semblé, que la relation de la mort de Denis Dussoubs par Victor Hugo dans *L'Histoire d'un crime* était presque ignorée, à tout le moins oubliée. Les historiens ont leur part de responsabilité dans cette occultation. Beaucoup ont pris pour postulat que la violence du verbe hugolien interdisait l'objectivité. Les historiens n'aiment pas que d'autres s'installent sur leur territoire. On l'a vu avec Michelet heureusement réhabilité par notre éminent compatriote, Paul Viallaneix.

Entre l'anathème et l'apologie du coup d'État – minimiser le crime pour mieux redorer le blason – l'histoire se doit de faire du tri. Jean Bruhat, un des analystes des œuvres complètes de Victor Hugo, a su distinguer le pamphlétaire de l'historien.

Quelques mots sur ce pamphlétaire inégalable, ou plus exactement, quelques bons mots jamais tombés dans l'oubli :

– Je traiterai le Bonaparte comme il convient. Je me charge de l'avenir historique de ce drôle. Je le conduirai à la postérité par l'oreille.

– Bandit du 2 décembre. Empereur de Cayenne. (Allusion aux déportations).

– Cette humiliation exécrable que M. Bonaparte appelle amnistie. Hideux boucher du droit et de la justice, parjure vivant.

– Soulouque blanc (on est à l'époque où le dictateur noir d'Haïti, Faustin Soulouque s'autoproclame empereur).

Le poète en rajoute :
L'histoire à mes côtés met à nu ton épaule
[...] Je tiens le fer rouge et vois ta chair fumer

Prenant le monde entier à témoin, Victor Hugo a lancé sa condamnation et fustigé la bande à la botte, généraux, ministres, juges, préfets, évêques. Ses écrits de l'exil pénétreront en France, volumes minuscules imprimés en caractères microscopiques sur papier à cigarettes.

Ce qui nous ramène à l'historien, celui qui fut de toutes les barricades, de Baudin à Denis Dussoubs, celui qui risqua sa vie au feu et doublement puisque sa tête était mise à prix. Il put échapper à la prison en se réfugiant à Bruxelles sous le passeport de l'ouvrier Lanvin « compositeur d'imprimerie ». C'est là qu'il va compléter ce qu'il appelle l'histoire toute chaude en interrogeant ses compagnons d'exil.

Parmi eux, Victor Schoelcher qui venait d'abolir l'esclavage dans les colonies françaises (27 avril 1848), qui lutta sur les barricades avec un courage indomptable et publia deux volumes sur les crimes du 2 décembre. Déguisé en prêtre, il réussit à gagner la Suisse enneigée, puis l'Allemagne et enfin Bruxelles. Il refusa les amnisties comme Victor Hugo.

Parmi eux, Jeanty Sarre, qui était sur la barricade de Denis Dussoubs, rue Montorgueil, qui en était le meneur, qui échappa par miracle à la mort. Il réussit à gagner Bruxelles où un policier le suspecta d'être un dangereux politique. *Pour qui me prenez-vous... je suis un banqueroutier*, répliqua Jeanty Sarre. *Alors soyez le bienvenu*, répondit l'homme en souriant.

Parmi eux, Martin Nadaud, notre cher maçon de la Creuse, qui rédigea sa déposition destinée à Victor Hugo à la fois en maçon, décrivant techniquement sa prison conçue pour l'espionnage et l'insalubrité, et en même temps en républicain.

Membre élu de l'assemblée législative, il avait été arrêté à Paris dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre par un commissaire mielleux autant que fielleux, hélas originaire du Limousin. Ce sournois s'était fait bon apôtre :

— *Monsieur Nadaud, ne craignez rien, nous sommes de la police...*

— *J'aimerais mieux des voleurs* avait répliqué Martin qui fut jeté en cellule à Mazas, mis au secret durant dix-sept jours, transféré à Sainte-Pélagie puis expulsé.

On le sait, il se réfugia en Angleterre où il fut instituteur puis professeur de français à l'école militaire de Wimbledon. Il refusa l'amnistie de 1859 et ne rentrera en France qu'à la chute de l'Empire. Les sept pages de sa déposition méritaient d'être publiées in extenso.

Parmi eux, Marc Dufraisse, avocat à Ribérac, que le Bonaparte voulut punir personnellement. Il l'expédia à Cayenne. Sur intervention de George Sand, semble-t-il, sa peine fut commuée en bannissement perpétuel. Le proscrit se réfugia, avec sa famille, à Bruxelles, puis à Zurich.

Parmi eux, le général Cavaignac qui boxa les policiers venus l'arrêter; le général Changarnier, rayé des cadres pour refus de serment; le général Bedeau, vice-président

de l'Assemblée; le colonel Charras, élu à l'Assemblée législative, dont les avertissements, s'ils avaient été écoutés, auraient rendu impossible le coup d'État; le Général Lamoricière, vice-président de l'Assemblée; Edgar Quinet, sauvé par un volubile Valache; Cournet, officier de marine qui d'une seule de ses mains de bronze, étrangla quelque peu le mouchard qui l'arrêtait; Préveraud de l'Allier, condamné à mort qui s'enfuit déguisé en femme. Dans le train qui roulait vers la Belgique, un gendarme en mal d'amour se jeta sur la petite femme voilée, sauvée par l'arrivée à la frontière; l'éditeur Hetzel, réfugié lui aussi à Bruxelles, éditera Victor Hugo, en rêvant de construire *une citadelle d'écrivains pour bombarder le Bonarparte*.

En rassemblant les dépositions, en recensant les victimes, les morts, les dizaines de milliers d'arrestations, de déportations, Victor Hugo, acteur, témoin et juge, se proclame historien, maître du combat de l'encrier contre le canon.

C'est à cet historien, incontestable dans ce cas-là comme dans beaucoup d'autres, que nous empruntons les extraits qui vont suivre, du récit de la mort de Denis Dussoubs. Rappelons que le représentant de la Haute-Vienne était Gaston Dussoubs. Victor Hugo disait de lui: il est spirituel, courageux et doux. Alité et très malade au moment du coup d'État, il se désespérait: *Je suis déshonoré. Il y aura des barricades et mon écharpe n'y sera pas. Elle y sera* répliqua son frère Denis, avocat à Limoges où il avait proclamé la République le 25 février 1848 sur cette place Dauphine qui porte aujourd'hui son nom.

Et Denis s'en alla vers la mort qui l'attendait. Son écharpe tachée de sang est aujourd'hui dans une vitrine du musée Gay-Lussac à Saint-Léonard. Voici quelques extraits du récit de Victor Hugo :

Vers neuf heures et demie du soir un homme arriva à la barricade.

Jeanty Sarre le reconnut.

– Bonjour, Denis, lui dit-il.

– Appelle-moi Gaston, dit l'homme qui arrivait.

– Pourquoi ça ?

– Parce que.

– Est-ce que tu es ton frère ?

– Oui, je suis mon frère. Aujourd'hui.

– Soit. Bonjour, Gaston.

Ils se serrèrent la main.

C'était Denis Dussoubs.

Il était pâle, tranquille et sanglant. Il s'était déjà battu le matin. Une balle, à une barricade du faubourg Saint-Martin, lui avait labouré la poitrine avait glissé sur quelque argent qu'il avait dans son gilet et n'avait arraché que la peau. Il avait eu ce bonheur rare d'être égratigné par une balle. C'était comme un premier coup de griffe de la mort. Il portait une casquette, son chapeau étant resté dans la barricade où il avait combattu ; et il avait remplacé par un caban acheté chez un fripier son paletot troué par la balle, qui était fait de drap de Belle-Isle.

Au moment où il entra dans la barricade on lui cria :

– Qui vive ? Il répondit : – La République !

On vit Jeanty Sarre lui serrer la main. On demanda à Jeanty Sarre :

– Qui est-ce ?

Jeanty Sarre répondit :

– C'est quelqu'un.

Et il ajouta :

– Nous n'étions que soixante tout à l'heure, nous sommes cent maintenant.

Tous se pressèrent autour du nouveau venu. Jeanty Sarre lui offrit le commandement.

– Non, dit-il, il y a une tactique de barricade que je ne sais pas. Je serais mauvais chef, mais je suis bon soldat. Donnez-moi un fusil.

On s'assit sur les pavés. On échangea le récit de ce qu'on avait fait. Denis leur raconta les combats du faubourg Saint-Martin, Jeanty Sarre dit à Denis les combats de la rue Saint-Denis.

L'espèce de trêve qui précède toujours les chocs décisifs tirait à sa fin. Les préparatifs étaient terminés de part et d'autre. On entendait les soldats se créneler et les capitaines donner des ordres. Il était évident que la lutte allait s'engager.

– Commençons dit Charpentier; et il arma sa carabine.

Denis lui retint le bras.

– Attendez, dit-il.

On vit alors une chose épique.

Denis gravit lentement les pavés de la barricade, monta jusqu'au sommet, et s'y dressa debout, sans armes, tête nue.

De là il éleva la voix et faisant face aux soldats, il leur cria :

– Citoyens !

Il y eut à ce mot une sorte de tressaillement électrique qu'on sentit d'une barricade à l'autre. Tous les bruits cessèrent, toutes les voix se turent, il se fit des deux côtés un silence profond, religieux, solennel. À la lueur lointaine des quelques fenêtres illuminées, les soldats entrevoyaient vaguement un homme debout au-dessus d'un amas d'ombre, comme un fantôme qui leur parlait dans la nuit.

Denis continua :

– Citoyens de l'armée! écoutez-moi.

Le silence redoubla.

– Soldats, savez-vous quel est l'homme qui vous parle en ce moment? Ce n'est pas seulement un citoyen, c'est un législateur! C'est un élu du suffrage universel! Je me nomme Dussoubs, et je suis représentant du peuple. C'est au nom de l'Assemblée nationale, c'est au nom de l'Assemblée souveraine, c'est au nom du peuple, c'est au nom de la loi que je vous somme de m'entendre. Soldats, vous êtes la force. Eh bien! quand la loi parle, la force écoute.

Une voix cria de la barricade opposée: – Avance à l'ordre!

Alors on le vit descendre lentement, pavé à pavé, de la crête vaguement éclairée de la barricade et s'enfoncer la tête haute dans la rue ténébreuse.

De la barricade on le suivit des yeux avec une anxiété inexprimable. Les cœurs ne battaient plus, les bouches ne respiraient plus.

Au bout d'un certain temps, que personne n'a pu apprécier, tant l'émotion ôtait la pensée aux témoins de cette scène extraordinaire, une lueur apparut dans la barricade des soldats; c'était probablement une lanterne qu'on apportait ou qu'on déplaçait. On revit Dussoubs à cette clarté, il était tout près de la barricade, il allait y atteindre, il y marchait les bras ouverts comme le Christ.

Tout à coup le commandement :

— Feu! se fit entendre. Une fusillade éclata.

Ils avaient tiré sur Dussoubs à bout portant.

Dussoubs tomba.

Puis il se releva et cria : — Vive la République!

Une nouvelle balle le frappa, il retomba. Puis on le vit se relever encore une fois, et on l'entendit crier d'une voix forte :

— Je meurs avec la République.

Ce fut sa dernière parole.

Ainsi mourut Denis Dussoubs.

Signalons que la version de Gaston Dussoubs diffère légèrement de celle de Victor Hugo. Gaston pense que son frère n'a pas été touché à la première décharge, car :

il poussa très distinctement le cri de Vive la République... À peine était-il tourné pour s'éloigner vers ses amis qu'on entendit une nouvelle décharge, on le vit tomber comme une masse de plomb, deux balles l'avaient frappé à la tête.

Parmi les Limousins qui ont participé aux barricades, il y eut Charpentier, Jeanty Sarre, de Bellecour, Daniel Lamazière, Théodore Bac et Martin Nadaud, arrêté on l'a vu, dès le premier jour. Charpentier a été tué peu après Denis Dussoubs.